

RÉSUMÉ

Réunion annuelle de MegaFlorestais au Canada
Les communautés, le commerce et la bioéconomie : Innover pour
assurer la durabilité des forêts du monde

*Du 15 au 20 octobre 2017
Vancouver et île Quadra
Colombie-Britannique, Canada*

Canada 



MEGAflorestais
Canada 2017

Remerciements

Nous exprimons notre gratitude aux organisations suivantes pour leur soutien qui a contribué au succès de cette réunion : le Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada, l'Initiative des droits et ressources (Rights and Resources Initiative), le Ministère des forêts, des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du développement rural de la Colombie-Britannique, FPInnovations et la Faculté de foresterie de l'Université de la Colombie-Britannique.

Contexte

MegaFlorestais est un forum véritablement unique : ce réseau informel regroupe les dirigeants des agences forestières des 12 pays les plus boisés de la planète. Il aide ces derniers à améliorer la gouvernance de leurs forêts et à surmonter les défis auxquels ils font face. Créé il y a plus de dix ans, ce réseau a rapidement démontré son utilité pour accélérer l'acquisition de connaissances, l'innovation et la mise en œuvre de décisions stratégiques partagées par les agences de trois différentes façons :

Informier : Il établit un cadre de travail qui permet aux responsables des forêts de partager de façon informelle leurs expériences et leurs idées, d'influencer réciproquement leur vision du monde et de dégager des renseignements, concepts, approches ou politiques novateurs les aidant à relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Influencer : Il préconise la mise en œuvre de nouvelles pratiques et politiques pour renforcer les agences ainsi que la gouvernance forestière. Le réseau permet aux responsables des forêts d'être mieux informés et équipés dans l'optique des négociations nationales et internationales.

Diriger pour influencer : Il renforce la capacité des dirigeants à anticiper les problèmes émergents et aide à tirer et à partager les leçons et les pratiques exemplaires pouvant servir à d'autres pays. Par ce biais, le réseau accélère l'innovation et la mise en œuvre de mesures qui étayent les principaux objectifs en matière de politique.

MegaFlorestais a été créé en 2005 par un petit groupe de dirigeants d'agences forestières réunis à Beijing, en Chine, dans le cadre d'une conférence organisée par l'Initiative des droits et ressources, l'Administration nationale des forêts de Chine et le Centre chinois sur les politiques agricoles dans le but de discuter de la réforme du mode de tenure des forêts publiques. Ces responsables du Brésil, de Chine, du Mexique et des États-Unis ont eu l'occasion de discuter des réels enjeux touchant les forêts de leur pays respectif ; des problèmes tels que les changements climatiques et les feux de forêt, les marchés des produits forestiers volatils et leur incidence sur la gestion des forêts, la déforestation, les nouvelles demandes et pressions sur les terres forestières, et le déclin de l'appui qu'assurent les gouvernements à leurs agences forestières respectives. Depuis, le groupe, qui se réunit chaque année, a accueilli de nouveaux représentants de la plupart des pays les plus boisés de la planète qui gèrent au total plus de la moitié des forêts du monde.ⁱ



En un coup d'œil

La 12^{ème} rencontre de MegaFlorestais, tenue à Vancouver et à l'île Quadra, en Colombie-Britannique, au Canada, réunissait des responsables des ministères des forêts et des affaires foncières de 8 pays (Brésil, Cameroun, Canada, Chine, RD Congo, Pérou, Suède et États-Unis) qui ont débattu d'innovations en gouvernance locale, d'entreprises forestières communautaires et de bioéconomie. Plusieurs experts internationaux ont pris part à la rencontre pour y partager leur expertise et stimuler la réflexion. Comme toujours, la réunion s'est déroulée sous la règle de Chatham House afin que chacun puisse s'exprimer librement, sans aucune pression politique.

Les dirigeants y ont discuté de l'importance de reconnaître les droits des peuples autochtones et des collectivités forestières sur leurs propres terres en tant que stratégie visant à prévenir ou à résoudre les litiges fonciers ; l'importance d'encourager les entreprises forestières communautaires dont la valeur globale est estimée à au moins 869 milliards de dollars ; l'urgence d'imposer une justice pour les femmes en foresterie et les avantages d'un plus grand nombre de femmes au sein des agences forestières ; la valeur de définir le rôle des innovations techniques et sociales en foresterie ; et la nécessité d'instaurer une bioéconomie durable et viable.

La réunion a également permis de souligner l'importance de la confiance et de la collaboration dans le domaine de la foresterie. En tant que forum international, MegaFlorestais renforce les alliances et les coalitions internationales ciblant une gestion durable des forêts, instaure un climat de confiance entre les partenaires et permet à ces derniers de partager leurs innovations. Une telle collaboration s'inscrit dans le contexte d'un monde où les agences forestières sont confrontées à des enjeux intersectoriels, par exemple l'atténuation des conflits concernant les forêts, l'urgence de reconnaître les droits des peuples autochtones, des femmes et des jeunes sur les forêts, la nécessité de s'adapter à la présence d'autres secteurs dans les forêts tout en disposant de capacités décisionnelles et de budgets réduits, et la nécessité d'instaurer une bioéconomie durable.



L'un des représentants a souligné que la réunion favorisait la création de relations importantes en ajoutant que « compte tenu de la complexité des forêts et des systèmes mondiaux, MegaFlorestais a un rôle prodigieux à jouer dans la promotion d'une collaboration créative. »

Un autre représentant a résumé la façon dont le réseau y parvenait, en disant : « C'est un échange très fructueux et je crois qu'il s'agit du plus important bénéfice de MegaFlorestais : le regroupement de ces pays constitue un incroyable forum propice au dialogue, au partage de renseignements et à la promotion de la santé de nos forêts et de nos collectivités du monde entier. »

1^{er} jour - Séance d'ouverture

Glenn Mason, sous-ministre adjoint du Service canadien des forêts, à Ressources naturelles Canada, et l'un des coprésidents de MegaFlorestais, ont accueilli chaleureusement le groupe en soulignant que la réunion avait lieu sur des territoires traditionnels non cédés du peuple Musqueam. Il a ajouté que le Canada était enchanté de célébrer son 150^{ème} anniversaire avec tous les participants et de tenir pour une deuxième fois la réunion de MegaFlorestais en Colombie-Britannique.

Les deux actuels coprésidents du réseau MagaFlorestais, Glenn Mason et **Sally Collins**, ancienne chef associée du Service des forêts des États-Unis, ont fait une courte [présentation](#) du réseau en soulignant son origine et sa raison d'être, donnant lieu à une discussion informelle sur les enjeux cruciaux auxquels font face les forêts, à un partage d'idées et d'innovations et à la recherche de méthodes communes d'assurer une meilleure gestion des forêts.

Tim Sheldan, sous-ministre au Ministère des forêts, des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du développement rural de la Colombie-Britannique, a souhaité la bienvenue au groupe dans sa province. Les forêts couvrent 60 % de la province (57 Mha), dont 22 Mha utilisés pour l'exploitation forestière. La foresterie est la principale industrie de Colombie-Britannique, créant un emploi sur 7, comptant pour 15 % de l'activité économique de la province et responsable du bien-être de dizaines de collectivités.

John Innes, doyen de la faculté de foresterie de l'Université de la Colombie-Britannique, a accueilli le groupe sur le campus universitaire, ravi que la réunion offre une occasion concrète de démontrer comment les institutions se modernisent et s'adaptent aux changements.

En dernier lieu, **Trevor Stuthridge**, vice-président exécutif de FPInnovations (entreprise sans but lucratif spécialisée dans la création de solutions à vocation scientifique soutenant le secteur forestier canadien), a accueilli les participants en mentionnant que les industries sont confrontées à un défi de taille : comment satisfaire la demande de produits tout en dotant la foresterie de la capacité de diriger la bioéconomie mondiale et de lutter contre les changements climatiques.



2^{ème} jour - Foresterie autochtone et entreprises forestières communautaires : Innovation et stratégies pour une mise en œuvre à plus grande échelle



SESSION 1 : STATUT ET CONTRIBUTIONS DES ENTREPRISES FORESTIÈRES COMMUNAUTAIRES (EFC)

Les panels du matin étaient présidés par **Andy White**, coordonnateur de l'Initiative des droits et ressources, qui a rappelé au groupe les trois principales raisons d'aborder le thème des EFC (qu'on définit comme des entreprises ciblant la production agricole et les activités forestières en général) : 1. Il s'agit d'un enjeu énorme du point de vue de l'empreinte spatiale, touchant à travers le monde 500 millions d'hectares de forêts possédées ou contrôlées par les peuples autochtones et les communautés locales, soit 30 % des forêts dans les pays à faible et moyen revenus ; 2. Des centaines de millions de personnes sont touchées et les EFC peuvent grandement encourager la reconnaissance des droits et ce faisant, réduire la pauvreté, rétablir la paix et favoriser la conservation des ressources ; et 3. Ce potentiel est en grande partie ignoré ou sous-estimé, l'attention et le soutien convergeant surtout vers les gros exploitants.

Tandis que **Stefania Pizzirani**, chercheure au niveau postdoctoral à la faculté de foresterie de l'Université de Colombie-Britannique (CB), présentait les faits saillants de la [recherche](#) sur les EFC dans le monde et en CB, **Duncan Macqueen**, chargé de recherche principal sur les ressources naturelles à l'Institut international pour l'environnement et le développement, passait en revue les [leçons tirées de la foresterie sous contrôle local](#): son échelle incroyable (1,5 milliard de petits exploitants agricoles et d'utilisateurs de produits forestiers non ligneux générant environ 1 billion de dollars américains par an) et les éléments clés de sa création, de son développement et de sa croissance. En dernier lieu, **Richard Donovan**, vice-président du programme foresterie de Rainforest Alliance, a exposé les différentes formes que peuvent revêtir les [EFC](#) suivant les contextes nationaux, en donnant des exemples aux quatre coins du monde avec les principaux ingrédients de la réussite.

Les discussions subséquentes ont mis en lumière plusieurs points fondamentaux :

- *Comment gérer la pression croissante sur les forêts (préservation, carbone, production, etc.) ?* Les participants ont mentionné qu'ils avaient constaté que les regroupements (notamment ceux d'intérêts de différents secteurs tels que la pêche et les loisirs) remportaient un certain succès aux États-Unis, tout comme en Chine avec les forêts collectives et la réforme du système de tenure avec la promotion des activités écotouristiques et des revenus pour les agriculteurs locaux. D'autres éléments ont été identifiés pour être plus approfondis : souligner

- plus clairement les services issus des forêts (comme les réserves d'eau propre) pouvant être altérés par d'autres activités ou collaborer plus étroitement dans d'autres secteurs clés tels que l'agriculture.
- *Comment favoriser les EFC ?* Il y a plusieurs façons de faire : promouvoir le développement de consortiums, d'unions ou d'associations d'agriculteurs pour accroître le renforcement des capacités, réduire le fardeau sur les familles forestières (ainsi, la Chine a créé des centres qui aident les gens à s'inscrire au registre foncier), et mettre à profit les interventions en matière de politique et les engagements internationaux (p. ex. les engagements en matière de restauration seraient d'excellentes occasions pour le secteur forestier et les collectivités tributaires des forêts).

PANEL : CLÉS DU SUCCÈS ET DE LA MISE EN ŒUVRE À PLUS GRANDE ÉCHELLE : ÉLIMINATION DES OBSTACLES ET STRATÉGIES INNOVATRICES POUR PERMETTRE ET FAVORISER LES EFC

Le deuxième panel a porté sur des exemples particuliers d'EFC, en commençant par l'expérience de [Dryad](#), au Cameroun, avec **Cécile Ndjebet**, présidente de Cameroun Écologie. Dryad est un système mis au point par des bailleurs de fonds internationaux qui offre de l'aide financière, de la formation et du soutien technique aux EFC durables grâce à un réseau d'organismes de mise en œuvre locaux qui surveillent le rendement de certains indicateurs clés. Il a soutenu le développement de divers modèles générateurs de bénéfices socio-économiques et il est applicable à plus grande échelle. **John Mason**, fondateur et directeur général du Nature Conservation Research Centre, au Ghana, a parlé du mécanisme Community Resource Management Area (CREMA ou zone de gestion communautaire des ressources), un outil novateur de gouvernance des ressources naturelles et de planification des paysages qui autorise les communautés à gérer leurs ressources naturelles pour en tirer des bénéfices économiques et assurer leur subsistance. Ce modèle répliquable et mis au point il y a plus de 25 ans a été un outil de premier plan dans l'autonomisation des femmes.

Enfin, **Mayra Morales Aldana**, vice-présidente de l'Association des communautés forestières du Petén (ACOFOP), a expliqué comment l'[ACOFOP](#) avait aidé à la mise sur pied d'EFC dans le nord du Guatemala. En vertu des Accords de paix conclus dans les années 1990, le gouvernement a accordé des concessions forestières aux communautés qui aujourd'hui récoltent des produits ligneux et non ligneux. Ces activités leur ont procuré un revenu et ont amélioré de façon appréciable leur qualité de vie tout en renforçant la préservation de la biosphère maya grâce à une réduction radicale de la déforestation et des feux de forêt. Les trois orateurs ont souligné que les échanges sud-sud de partage des connaissances ont permis d'exporter ces modèles éprouvés dans d'autres pays.

Les participants ont fourni d'autres exemples de ce que leurs pays ont réalisé pour favoriser une gestion locale des ressources naturelles, par exemple les bourses à l'innovation forestière attribuées aux collectivités dans le but d'ouvrir et d'accélérer considérablement les marchés aux produits du bois aux États-Unis ou le développement de coopératives exploitées par les agriculteurs en Chine. D'autres pays ont mentionné que leur réglementation gênait souvent le développement des EFC ou que des réformes étaient en cours. La plupart des participants ont mentionné que le financement était un problème majeur et souligné l'importance d'une collaboration avec d'autres secteurs ou intervenants (ONG, secteur privé, bailleurs de fonds internationaux) en soutien à ces efforts. Un partage des outils et des initiatives serait également primordial pour accroître l'influence et les répercussions des agences forestières.

Nous, en tant que secteur forestier, devons raffermir notre collaboration avec d'autres secteurs afin d'accroître notre influence sur les décisions à l'échelle du paysage et d'obtenir un financement supplémentaire pour faire ce que doit. En resserrant notre collaboration, nous ferons progresser nos programmes communs. Nous, les « grandes forêts », devons collaborer pour faire bouger les choses.

- GLENN MASON

Sous-ministre adjoint au Service canadien des forêts, Ressources naturelles Canada

FORUM DES IDEES NOVATRICES

Trevor Stuthridge a inauguré le forum des idées novatrices organisé par FPIInnovations dans le magnifique musée d'anthropologie en affirmant que l'innovation était absolument essentielle à la protection des forêts du monde entier. Pour ce faire, FPIInnovations travaille en étroite collaboration avec le gouvernement, le secteur privé et les communautés. Les participants ont eu du temps libre pour découvrir les différents stands des Premières nations et des organisateurs (l'Initiative des droits et ressources, Ressources naturelles Canada, la province de CB, l'Université de CB et FPIInnovations). Plusieurs étudiants étaient sur place pour présenter au groupe leurs travaux de recherche.

Ce forum a donné lieu à une discussion entre les dirigeants sur les innovations adoptées dans leur pays respectif qu'ils souhaiteraient partager. Voici quelques exemples :

- Au Cameroun, un système de suivi du bois d'œuvre produit au pays depuis la récolte jusqu'à l'exportation a été mis en œuvre afin de réduire l'abattage illégal.
- Au Pérou, un plan national forestier et faunique a été élaboré afin d'implanter une nouvelle politique et de nouvelles lignes directrices en collaboration avec la société civile : ateliers organisés dans 24 départements.
- Dans l'état de l'Alaska, aux États-Unis, l'implication des écoles a permis d'inciter les élèves à planter là où il fait froid.
- En Suède, le boum touristique dans les régions boisées a été mis à profit afin d'élaborer des lignes directrices et des modèles contractuels pour la conclusion d'accords entre les propriétaires fonciers et les entreprises touristiques.



3ème jour

SESSION 2 : INNOVATIONS LOCALES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE DES FORÊTS

Après un vol jusqu'à Campbell River, le groupe s'est arrêté au Maritime Heritage Museum pour une discussion en groupe sur les innovations locales en matière de gouvernance forestière. Diane Nicholls, chef forestier du Ministère des forêts, des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du développement rural de la CB, a présidé la rencontre. Elle a tout d'abord fait une [présentation](#) de la CB en soulignant que parmi les principales responsabilités de son ministère figuraient le mode de tenure forestière, l'utilisation des ressources, la gestion des incendies de forêt, la vente et l'établissement des prix du bois d'œuvre, les loisirs, les données sur les terres et leur utilisation et le respect de la réglementation.



Christine Gelowitz, directrice générale de l'[Association des professionnels forestiers de la CB](#) (ABCFP), a parlé du rôle de son association. En premier lieu, tous les forestiers doivent être membres de l'ABCFP pour pratiquer la foresterie en CB tout en veillant à ce que la forêt demeure protégée à l'intention du public (95 % des terres de la province appartiennent au gouvernement). L'ABCFP joue le rôle d'organisme de réglementation en responsabilisant ses membres dans le cadre d'un modèle général de gestion et de gouvernance des forêts. **Tim Ryan**, président du [Forest Practices Board](#) (le conseil sur les pratiques forestières), a expliqué que le conseil a vu le jour pour répondre aux plaintes du public sur le type de gestion des forêts de la part du gouvernement et de l'industrie en CB. Indépendant, il veille à la santé des forêts et des terrains naturels. Son parcours a été parsemé d'embûches, mais il est aujourd'hui un modèle d'excellence unique au Canada. **Domenico Iannidinardo**, vice-président à la durabilité à [TimberWest](#), a parlé du rôle des acteurs du secteur privé. TimberWest est la plus importante entreprise privée de gestion des terres et des forêts dans l'ouest du Canada, gérant plus de 325 000 hectares de terres privées sur l'île de Vancouver. L'entreprise, qui a plus de 100 ans, exploite des forêts deux fois plus productives que les forêts publiques en y appliquant des normes rigoureuses et en y protégeant la biodiversité. Il est primordial que les forestiers optimisent leurs modes d'exploitation et leurs investissements.



Les participants voulaient en savoir davantage sur la foresterie en CB, les qualifications pour devenir un forestier, les vérifications annuelles et les multiples modes de tenure de la province. Comme c'est le cas dans de nombreux pays participants, les forêts de CB sont menacées par l'exploitation des hydrocarbures, du gaz et des ressources minières. Il arrive qu'une terre forestière soit soustraite à l'exploitation avec compensation à la suite d'une évaluation environnementale. Le feu est une importante menace, et la CB vient de vivre sa pire saison de feux de forêt. Selon les orateurs, une collaboration avec les Premières nations et la production accrue de produits novateurs sont des atouts de premiers choix.

VISITE DE TERRAIN - PARC PROVINCIAL D'ELK FALLS

Le groupe, accueilli par le personnel forestier du district de Campbell River et des parcs provinciaux de CB, a fait une randonnée dans le parc provincial Elk Falls. Le parc a été créé en 1940 dans une zone lourdement exploitée par la coupe de bois. Sa superficie actuelle est de 1 055 hectares. C'est un lieu d'activités récréatives très prisé. Une partie du parc (16 hectares) est devenue zone protégée en 2013.

En parcourant le parc en compagnie de leurs guides locaux, les participants ont pu voir d'anciennes forêts et des forêts secondaires tout en discutant de la façon de gérer la forêt à des fins et pour des utilisateurs multiples. Les délégués ont vu le projet de remplacement hydraulique mené par la BC hydro qui consiste à moderniser la centrale électrique John Hart et ses conduites aménagées en 1947 au cœur du parc, et ont emprunté le nouveau pont suspendu qui offre une vue à couper le souffle du canyon et des chutes.



4^{ème} jour - Innovations en matière de changements climatiques et de gouvernance

COMPTE-RENDU

Le groupe a discuté de différents sujets, dont les suivants :

- Les occasions offertes par les programmes de reforestation (p. ex. l'initiative de restauration du paysage forestier africain).
- Les tensions entre les parcs nationaux et les aires de conservation et les communautés locales qui traditionnellement ont occupé ces terres ou les alentours, et dont la subsistance en dépend.
- Les nouveaux acteurs novateurs responsables de la déforestation à l'aide de technologies de surveillance, de bases de données, etc.
- L'augmentation des feux de forêt et leurs répercussions importantes sur le budget des agences forestières.
- Les différends commerciaux, leurs impacts sur les exportations des produits du bois et la nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés.
- La foresterie urbaine et son rôle de sensibilisation d'un plus grand nombre de personnes.
- La lutte aux phytovores et la collaboration avec d'autres organismes afin de prévenir leur prolifération.
- Les tensions entre les gestionnaires de la faune et l'industrie forestière.

Nous avons tendance à vivre dans une petite bulle et cette réunion internationale, grâce à MegaFlorestais, est essentielle pour partager nos connaissances et accroître notre influence.

- HERMAN SUNDQVIST
Directeur général de l'Agence suédoise des forêts

Le président du panel, **Tim Sheldan**, sous-ministre du Ministère des forêts, des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du développement rural de la CB, a [introduit](#) l'histoire de la forêt pluviale de Great Bear (voir l'encadré), l'une des plus grandes forêts pluviales tempérées littorales du monde (6,4 Mha), et a projeté une [courte vidéo](#). Cette histoire illustre parfaitement la résolution d'un problème entre un grand nombre de partenaires et d'intervenants et elle revêt une grande importance du point de vue écologique. Voici certaines des principales leçons tirées de ce processus de négociations qui aura duré 20 ans : les parties en cause doivent trouver un terrain d'entente, écouter ce que l'autre a à dire, être constructives et convenir que chacune devra faire des concessions et tirer certains avantages. Cela a par ailleurs engendré des dépenses importantes (en argent, ressources humaines et temps).

Dallas Smith, dirigeant autochtone et président du conseil Nanwakolas, a expliqué qu'il a fallu plusieurs années pour instaurer un climat de confiance entre les intervenants et que les négociations ont nécessité une grande dose d'énergie et un investissement soutenu des leaders autochtones afin de créer une mémoire institutionnelle. Tout au long du processus, les Premières nations ont exigé de pouvoir profiter du changement et vivre de leurs terres.

Ric Slaco, vice-président et chef forestier d'Interfor, a livré le point de vue de l'industrie. Il a réitéré qu'il s'agissait d'un processus difficile ayant nécessité de nouvelles idées, du leadership et une collaboration entre les nombreux différents intervenants. Nombreux étaient les pessimistes quant à l'issue, mais l'industrie désirait raffermir sa certitude concernant certaines des plus importantes concessions du secteur.

Jody Holmes, directrice principale de Rainforest Solutions Project, coalition unique d'ONG environnementales mise sur pied pour la forêt pluviale de Great Bear, a expliqué que l'amorce de solution est venue du fait que l'industrie risquait de perdre 1 milliard de dollars à cause de contrats annulés. Elle a précisé que la valeur du conflit avait occasionné un changement radical de nos systèmes et obligé le groupe à réfléchir sur une transformation du système et sur la nécessité de résoudre les problèmes.

La discussion a mis en lumière les conditions essentielles à la résolution des différends et la réalisation d'un changement exportable : la confiance, la compréhension des différents points de vue exposés, l'acceptation d'une vision commune, l'importance du bien-être des personnes et la création d'une solide coalition où chacun a un œil sur le voisin. Quant aux règles d'engagement, ils ont souligné l'importance de la documentation et de l'engagement des institutions (et non seulement des particuliers) au-delà de considérations économiques (p. ex. culturelles et spirituelles).



Histoire de la forêt pluviale de Great Bear (d'après la présentation de Tim Sheldan)

Cette zone a fait partie de la « guerre des bois » dans les années 1990, des tensions régnant avec les Premières nations revendiquant des droits territoriaux et des groupes environnementaux soutenus par des groupes de consommateurs exigeant une plus grande durabilité écologique et la protection des forêts anciennes. Ces pressions ont forcé les principaux intervenants à trouver une solution commune : les organismes de protection de l'environnement et l'industrie d'un côté, et le gouvernement de CB et les Premières nations de l'autre, qui ont ratifié des accords socio-économiques garantissant aux Premières nations certains bénéfices économiques, sociaux et culturels issus des activités d'exploitation et de conservation à venir sur les territoires traditionnels. Le gouvernement et les Autochtones ont par la suite pris en compte les recommandations d'autres groupes afin de trouver un consensus. Après 20 ans de négociations, les parties ont convenu à l'unanimité que la coupe de bois serait interdite dans 85 % de la forêt de Great Bear, et que la coupe dans les 15 % restants se ferait sous le régime d'une nouvelle réglementation forestière plus stricte. On a consenti 120 millions de dollars à des projets économiques et de conservation menés par les communautés des Premières nations. Cette nouvelle approche a permis d'atteindre deux objectifs clés : l'intégrité écologique et le bien-être des populations, tout en donnant naissance à de nouveaux processus décisionnels flexibles et inclusifs, à de nouvelles coalitions et à une vision collective de la gestion des zones litigieuses, et en veillant à ce que le projet survive aux différentes administrations politiques.

VISITE : EXCURSION AUX ÎLES GULF

Le groupe a fait une excursion de 3 heures en bateau pour découvrir certaines parties de la forêt pluviale Great Bear et discuter comment l'endroit est géré à des fins multiples. Au cours de la visite, le groupe a eu l'occasion d'échanger avec des représentants de BC Timber Sales et de sociétés forestières à l'œuvre dans la région. Les propriétaires de lots boisés du secteur se sont joints au groupe pour expliquer comment ils contribuent aux petites et moyennes EFC de la région.

Les participants ont ensuite discuté de leur visite sur le terrain et mentionné qu'ils étaient étonnés des efforts de réduction des impacts visuels de la coupe de bois et du soin porté à l'esthétique et aux méthodes de récolte du bois. Ils ont également remarqué la confiance qui règne entre les multiples intervenants et la façon dont tous ces derniers prennent soin de la forêt.



Nous craignons souvent les conflits, mais ceux-ci peuvent s'avérer extrêmement profitables, car la grande énergie qui s'en dégage regroupe tous les intervenants autour d'un même problème et, si nous sommes prêts à endurer l'inconfort d'une situation conflictuelle, nous pouvons réussir à provoquer un changement radical du système.

- JODY HOLMES

Directrice scientifique du Rainforest Solutions Project

SESSION 4 : PRÉVISION STRATÉGIQUE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

Ce panel, présidé par **Sally Collins**, se penchait sur la façon de favoriser la résilience dans le domaine de la foresterie. Après avoir défini la résilience comme la capacité à survivre, à s'adapter et possiblement à s'améliorer malgré les chocs et les changements, **Andy White** [a parlé](#) du rôle des droits fonciers garantis comme fondement de la paix, de la prospérité et d'une répartition équitable du pouvoir dans les forêts du monde entier. Depuis 2002, la gestion des forêts est de plus en plus l'affaire des peuples autochtones et des communautés locales (plus de 510 Mha), même si 73 % des forêts de la planète appartiennent encore aux États. Et le potentiel de reconnaissance a énormément augmenté : si toutes les lois étaient appliquées sur le terrain, quelque 200 Mha supplémentaires de forêts seraient gérés en toute légalité par les communautés, ce dont profiteraient entre 400 et 500 millions de personnes en milieu rural. Plusieurs nouvelles initiatives, par exemple, le [Tenure Facility](#) (Fonds pour la Tenure) ou le [Groupe Interlaken](#), cherchent à combler cet écart entre les lois et leur mise en œuvre. **Don Roberts**, directeur général de Nawitka Capital Advisors Ltd., a parlé de [l'industrie, des marchés et du commerce](#). La perspective d'un consensus est favorable pour le marché mondial du bois d'œuvre, avec une demande accrue pour le bois nécessaire aux emballages, aux papiers et à la construction, et à la demande anticipée pour des arbres de plantation. Mais certains changements technologiques pourraient entraîner des perturbations, à savoir la biologie synthétiqueⁱⁱ (qui est de plus en plus abordable et permet de créer de nouvelles espèces à plus fort potentiel) et l'impression 3D, dont on parle désormais comme la « source de la prochaine révolution

industrielle ». Ces technologies devraient avoir des impacts importants, notamment sur la construction, étant donné que la plupart des matériaux sont des plastiques pétrochimiques et non des produits de la biomasse. En dernier lieu, le présentateur a attiré l'attention sur l'un des joueurs les plus importants, la Chine, en soulignant que ses importations de grumes de bois durs et tendres sont de plus en plus diversifiées géographiquement. Il a également parlé de la hausse fulgurante des importations de bois d'œuvre de résineux par la Chine, notamment de la Russie qui a converti avec succès ses exportations de grumes en bois d'œuvre grâce à des investissements massifs dans ses scieries (modèle que des pays comme la RDC pourraient adopter).

La présentation a donné lieu à une discussion sur la façon dont MegaFlorestais peut aider ses membres à mettre une industrie sur pied au cours de la prochaine décennie. Plusieurs éléments de réponse ont été relevés : 1. Bâtir des relations afin de garantir des investissements ; fabriquer des produits à valeur ajoutée et investir dans des systèmes de distribution ; et 2. Faire preuve de bonne gestion, enrayer la corruption et investir dans des chaînes de responsabilité pour attirer des partenaires industriels d'envergure.

En dernier lieu, **Cécile Ndjebet**, présidente du Réseau des femmes africaines pour une gestion communautaire des forêts (REFACOF), a précisé l'importance de [soutenir les droits fonciers des femmes](#). Globalement, beaucoup reste à faire : une récente [étude de RRI](#) sur les lois et règlements touchant les droits des femmes sur les forêts communautaires dans 30 pays à faibles et moyens revenus a démontré que même si ces pays ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, aucun d'entre eux ne satisfait les normes internationales minimales. Malgré tout, Mme Ndjebet a fourni divers exemples d'entreprises commerciales couronnées de succès mises sur pied par des femmes dans le secteur forestier de plusieurs pays africains, dont nombre proposent des produits non ligneux. Elle a également partagé des exemples détaillés de campagnes de sensibilisation efficaces ciblant différents acteurs gouvernementaux, et souligné l'importance d'accroître la sensibilité au genre et la prise de conscience au sein des administrations nationales. Dans l'ensemble, il est primordial d'accorder des pouvoirs aux femmes pour favoriser le développement social et économique dans les zones rurales et atteindre les objectifs établis en matière de développement durable. Suite à la présentation, les participants se sont demandés comment donner aux femmes des rôles de leader dans la gestion des forêts au sein de leur agence respective.

SESSION 5 : STATUT ET TENDANCES DE LA BIOÉCONOMIE PARMIS LES PAYS MEMBRES DE MEGAFLORESTAIS

En guise d'introduction à la prochaine réunion de MegaFlorestais en Suède sur le thème de la bioéconomie, **Peter Blombäck**, directeur de la Division de la politique et de l'analyse à l'Agence suédoise des forêts, a fourni au groupe les [résultats d'un sondage](#) du réseau MegaFlorestais datant de 2007, auprès notamment des participants aux [séminaires des dirigeants de prochaine génération des agences forestières](#). Les résultats démontrent qu'il n'existe aucune définition universellement reconnue de ces concepts, mais que 80 % des 9 pays participants ont une stratégie nationale sur la bioéconomie dont le secteur forestier est considéré comme l'un des principaux éléments. Toutefois, le lien entre la bioéconomie et les politiques forestières diffère d'une économie à l'autre, entre le Nord (surtout tourné sur la recherche et le développement des biocarburants) et le Sud (qui s'intéresse surtout aux puits et aux crédits du carbone). Les délégués ont discuté de la façon dont la bioéconomie pourrait ouvrir la voie à de nouveaux marchés et produits forestiers, et aider à atténuer les changements climatiques.

Avant d'ouvrir la discussion au reste du groupe, **Rory Gilsean**, directeur général de la Direction de l'intégration des programmes et des politiques, a présenté le nouveau [Cadre de la bioéconomie forestière](#) jugé essentiel à la transformation du secteur forestier canadien, harmonisé à la nouvelle orientation politique. Les pays, qui sont en train d'élaborer de nouvelles stratégies et de nouveaux plans d'action, se sont dits intéressés d'en apprendre davantage sur la bioéconomie. Le Brésil a fait référence à son nouveau programme national qui favorise l'exploitation de la biomasse

dans les concessions où l'industrie de la construction peut s'approvisionner en bois légalement et à meilleur prix.

Aucune solution aux changements climatiques n'est viable sans le secteur forestier. C'est pourquoi nous devons comprendre l'évolution de nos forêts et continuer à innover.

- GLENN MASON

Sous-ministre adjoint au Service canadien des forêts, Ressources naturelles Canada

5^{ème} jour

TABLE RONDE SUR CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA CONFÉRENCE :

- Il faut reconnaître que le monde est de loin plus complexe, mais que les capacités humaines n'ont pas changé. Les forêts sont l'un des écosystèmes les plus complexes et ni personne ni aucune agence ne dispose des ressources ou de la capacité nécessaire pour affronter seul cette nouvelle complexité. La collaboration créative est essentielle et nous devons repenser ensemble, être plus forts, partager et être les chefs de file de l'innovation.
- Nous avons le défi commun d'expliquer le travail que nous faisons ainsi que notre vision des forêts. Nous voulons des forêts saines et fonctionnelles. Il ne faut pas avoir une perception négative de l'exploitation forestière. Il faut par contre que celle-ci se fasse de façon durable dans le respect des intervenants locaux. Le bois est un bon matériau.
- Nous devons expliquer davantage la contribution des forêts à l'économie (de façons directe et indirecte) par rapport à nos PIB ; ce faisant, les ministres des finances et de l'économie considéreront les forêts avec plus de sérieux.
- Il est inspirant de voir la collaboration entre l'Université de CB et le Service canadien des forêts, et les encouragements envers l'innovation industrielle de la part d'organismes tels que FPIinnovations. Les agences forestières doivent absolument conclure de tels partenariats pour accroître leurs connaissances et leur sens de l'innovation. L'industrie forestière doit se tourner vers des produits à plus grande valeur ajoutée.
- Nous devons travailler avec d'autres secteurs en commençant par les enjeux communs tout en profitant des occasions d'acquérir du pouvoir politique. Par exemple, le service des forêts du Brésil, misant sur le nouveau code forestier prônant la surveillance et la conformité, en a profité pour constituer un cadastre. Déjà, 400 Mha de propriétés rurales ont été enregistrés en ligne. Ouvert à l'ensemble des citoyens, le cadastre montre les chevauchements, les délimitations et les zones conflictuelles. Le service des forêts dispose désormais d'un atout de premier plan sur l'économie rurale et ce cadastre pourrait avoir d'importantes conséquences (le gouvernement et les banques du Brésil pourraient accorder des crédits ou des prêts seulement dans les zones exemptes de conflit foncier et de déforestation).
- La participation des jeunes et des femmes à l'exploitation forestière doit être une priorité.
- Nous considérons que la gestion communautaire est essentielle à la durabilité en gestion des forêts ; il est donc important d'appuyer les entreprises communautaires. Nous devons évaluer l'état actuel des forêts ainsi que la demande, et concevoir de nouveaux modèles qui permettront aux entreprises communautaires de s'adapter



aux divers contextes régionaux. En établissant des liens entre la bioéconomie, la restauration et les EFC, nous pourrions faire progresser plusieurs programmes simultanément.

- La forêt pluviale de Great Bear est un exemple probant de la résolution de différend et d'un moyen d'opérer.

J'ai énormément apprécié le format de MegaForestais qui accorde de l'espace et la possibilité d'écouter, d'apprendre, de dialoguer et de réfléchir, ce que nous ne pouvons pas souvent faire dans le cadre de notre travail quotidien. Beth Pendleton,

- BETH PENDLETON

Forestière régionale de l'Alaska, Service des forêts des États-Unis

SESSION 6 : PROCHAINES ÉTAPES POUR LE RÉSEAU MEGAFLORESTAIS

Les dirigeants ont réaffirmé la valeur du réseau pour les aider à relever les défis auxquels ils font face, et son rôle de catalyseur de nouvelles idées et de collaborations en souhaitant une collaboration accrue toute l'année durant entre les agences. Ils ont appuyé les principes étayant le nouveau mécanisme de financement, avec certains ajustements en fonction des contextes nationaux. Le Secrétariat fera un suivi auprès de chaque pays d'ici la fin de l'année. Ils ont également souligné l'importance de former de nouveaux dirigeants au sein de leur organisation respective et la valeur d'organiser un séminaire de la prochaine génération des dirigeants des agences forestières. Ils ont appuyé l'idée de financer ce séminaire par un système de paiement des frais, à l'instar de la réunion principale.

C'est ma cinquième participation à MegaForestais et ce que je retiens de ce réseau, c'est qu'il a beaucoup contribué à la mise en œuvre de certaines réformes du sous-secteur forestier. C'est ainsi qu'après chaque réunion, nous réfléchissons à ce que nous pourrions améliorer. Par exemple, après la réunion de Santa Fe, nous avons fait des progrès significatifs dans la gestion des bassins versants.

- VICTOIRE EHETH

Directrice de la coopération au ministère camerounais de la Faune et des Forêts

Les participants ont discuté des produits souhaités après la réunion et ont convenu d'un blogue et d'un résumé.

D'autres engagements additionnels ont compris :

Activité	Responsable	Echéancier
Organiser MegaForestais 2018	Agence suédoise des forêts	D'ici juin
Rédiger un document sur la bioéconomie qui serait le point de départ de la réunion en Suède et qui servirait à rédiger une déclaration pour la réunion	Agence suédoise des forêts	D'ici juin
Les pays participants se sont préparés à partager leur point de vue sur la bioéconomie	Tous	D'ici juin

Soutenir la mise sur pied d'entreprises dans les collectivités autochtones	SERFOR, en collaboration avec RRI et la Rainforest Alliance	
En apprendre davantage du Brésil sur les plantations et le cadastre rural	SERFOR	
Collaborer sur les innovations technologiques	SERFOR, en collaboration avec les services américains et canadiens	
Partager les principaux aboutissants de la réunion avec le nouveau chef, la haute direction et les programmes internationaux	USFS	Courte échéance
Envoyer des équipes au Brésil et aux États-Unis pour en apprendre davantage sur l'amélioration génétique des arbres	SCF-RNCan, en collaboration avec les services américains et brésiliens	
Étudier la possibilité d'organiser une conférence internationale pour accélérer l'utilisation de la télédétection et des inventaires forestiers	SCF-RNCan	
Voir comment MegaFlorestais pourrait partager les pratiques exemplaires (CAR, etc.) lors du prochain Comité des forêts (COFO)	SCF-RNCan	Juillet prochain
Étudier la possibilité d'organiser une conférence sur la place de dirigeantes en foresterie	SCF-RNCan – USFS et RRI prêts à collaborer	
Envisager et mener un exercice prospectif semblable à celui sur l'avenir des forêts	SCF-RNCan	
Envisager d'organiser une visite du Canada pour y découvrir les activités touristiques et récréatives dans les forêts	MINFOF, Cameroun	
Envisager d'organiser un atelier sur les innovations technologiques touchant les terres enregistrées	RRI, en collaboration avec le BFS et le Tenure Facility	
Partager l'histoire de la forêt pluviale de Great Bear sur la résolution de conflit et un avenir prometteur	RRI, en collaboration avec le SCF-RNCan	
Discuter de la Tenure Facility avec le Pérou, le Cameroun, la RDC et l'Indonésie	RRI et la Tenure Facility	

À la fin de la réunion, les coprésidents de MegaFlorestais ont remercié tous les participants pour leur présence et leurs contributions. Les dirigeants ont remercié le Service canadien des forêts pour la tenue de la réunion et pour leur avoir permis de découvrir une si belle région du Canada.

De plus amples informations sur la réunion, les présentations et les ressources sont disponibles sur le [site internet de MegaFlorestais](#).

ⁱ Pour en savoir plus, consultez le site www.megaflorestais.org.

ⁱⁱ La biologie synthétique est un nouveau domaine interdisciplinaire où des principes techniques sont appliqués à la biologie. Son objectif est de redessiner et de fabriquer des composants et des systèmes biologiques qui n'existent pas dans la nature. La biologie synthétique combine la synthèse chimique de l'ADN et les nouvelles connaissances en génomique. Elle permet aux chercheurs de fabriquer rapidement des séquences cataloguées d'ADN et de les regrouper en génomes.